

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Senneville

Code géographique : 66127

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vanessa Roach, atteste la véracité du rapport financierde Senneville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-03-18

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Village de Senneville, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Village de Senneville au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le Village de Senneville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2016-03-18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	5 082 764	5 357 636		5 357 636	4 941 418
Compensations tenant lieu de taxes	2	119 919	94 810		94 810	40 145
Quotes-parts	3					
Transferts	4	43 622	48 164		48 164	50 691
Services rendus	5	18 615	21 514		21 514	14 683
Imposition de droits	6	110 000	444 571		444 571	175 481
Amendes et pénalités	7	5 000	9 035		9 035	13 242
Intérêts	8	20 000	49 153		49 153	36 782
Autres revenus	9		296 726		296 726	1 863 337
	10	5 399 920	6 321 609		6 321 609	7 135 779
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17					
	18	5 399 920	6 321 609		6 321 609	7 135 779
Charges						
Administration générale	19	1 205 206	1 179 564	6 646	1 186 210	1 278 357
Sécurité publique	20	1 500 892	1 500 881		1 500 881	1 502 317
Transport	21	1 236 868	1 219 040	123 101	1 342 141	1 213 848
Hygiène du milieu	22	564 342	672 632	190 538	863 170	730 998
Santé et bien-être	23	36 403	34 951		34 951	33 383
Aménagement, urbanisme et développement	24	175 916	227 549	199	227 748	1 522 012
Loisirs et culture	25	408 140	390 677	72 556	463 233	462 076
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	71 487	67 684		67 684	71 623
Amortissement des immobilisations	28	402 964	393 040	(393 040)		
	29	5 602 218	5 686 018		5 686 018	6 814 614
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(202 298)	635 591		635 591	321 165

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(202 298)	635 591	321 165
Moins: revenus d'investissement	2 (	) (	) (	)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(202 298)	635 591	321 165
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	402 964	393 040	396 220
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			387 718
	8	402 964	393 040	783 938
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			1 341 563
Réduction de valeur / Reclassement	10			(387 718)
	11			953 845
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		2 694	3 101
	15		2 694	3 101
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	52 724) (	52 711) (	52 334)
	18	(52 724)	(52 711)	(52 334)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	147 942) (	163 891) (	655 661)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			196 000
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(147 942)	(163 891)	(459 661)
	26	202 298	179 132	1 228 889
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		814 723	1 550 054

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	1 592 000)	(65 507)	(8 551)
Sécurité publique	3 (	)	()	()
Transport	4 (	131 000)	(37 941)	(29 508)
Hygiène du milieu	5 (	15 000)	(94 888)	(566 900)
Santé et bien-être	6 (	)	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	10 000)	(1 072)	(2 428)
Loisirs et culture	8 (	25 000)	(5 085)	(5 642)
Réseau d'électricité	9 (	)	()	()
	10 (	1 773 000)	(204 493)	(613 029)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	()	(624 101)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	)	(2 932)	(2 890)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	147 942	163 891	655 661
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	147 942	163 891	655 661
	19	(1 625 058)	(43 534)	(584 359)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 625 058)	(43 534)	(584 359)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	708 598	663 446	692 614
Charges sociales	2	152 396	140 194	133 993
Biens et services	3	800 814	892 512	737 781
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	51 385	44 254	45 416
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	17 254	23 430	26 207
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	2 848		
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	3 461 959	3 464 142	3 436 820
Autres	10			
Autres organismes	11	4 000	4 000	4 000
Amortissement des immobilisations	12	402 964	393 040	396 220
Autres				
- Prop. destinées à la revente	13			1 341 563
- Dédommagement	14		61 000	
-	15			
	16	5 602 218	5 686 018	6 814 614

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget	Réalisations	
		2015	2015	2014
Revenus				
Taxes	1	5 082 764	5 357 636	4 941 418
Compensations tenant lieu de taxes	2	119 919	94 810	40 145
Quotes-parts	3			
Transferts	4	43 622	48 164	50 691
Services rendus	5	18 615	21 514	14 683
Imposition de droits	6	110 000	444 571	175 481
Amendes et pénalités	7	5 000	9 035	13 242
Intérêts	8	20 000	49 153	36 782
Autres revenus	9		296 726	1 863 337
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 399 920	6 321 609	7 135 779
Charges				
Administration générale	12	1 215 894	1 186 210	1 278 357
Sécurité publique	13	1 500 892	1 500 881	1 502 317
Transport	14	1 366 056	1 342 141	1 213 848
Hygiène du milieu	15	754 704	863 170	730 998
Santé et bien-être	16	36 403	34 951	33 383
Aménagement, urbanisme et développement	17	176 682	227 748	1 522 012
Loisirs et culture	18	480 100	463 233	462 076
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	71 487	67 684	71 623
	21	5 602 218	5 686 018	6 814 614
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(202 298)	635 591	321 165
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		13 230 813	12 909 648
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		23 049	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		13 253 862	12 909 648
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		13 889 453	13 230 813

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalisations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(202 298)	635 591	321 165
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 773 000) (	204 493) (	613 029)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	402 964	393 040	396 220
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			387 718
	7	(1 370 036)	188 547	170 909
Variation des propriétés destinées à la revente	8			329 744
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(9 906)	554
	11		(9 906)	330 298
	12	(1 572 334)	814 232	822 372
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 572 334)	814 232	822 372
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(102 092)	(924 464)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		23 049	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(79 043)	(924 464)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		735 189	(102 092)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 267 344	1 688 821
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 640 741	1 553 024
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	2 586	2 348
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	3 910 671	3 244 193
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	461 417	304 051
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	237 439	561 553
Revenus reportés (note 12)	13	256 144	117 764
Dette à long terme (note 13)	14	2 220 482	2 362 917
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	3 175 482	3 346 285
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	735 189	(102 092)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	13 141 132	13 329 679
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	13 132	3 226
	22	13 154 264	13 332 905
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	13 889 453	13 230 813

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	635 591	321 165
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	393 040	396 220
Autres			
- Reclassement	3		387 718
- Redressement	4	23 049	
	5	1 051 680	1 105 103
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(87 717)	160 685
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(324 114)	(222 654)
Revenus reportés	9	138 380	6 231
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		329 744
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(9 906)	554
	14	768 323	1 379 663
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(204 493)	(613 029)
Produit de cession	16		
	17	(204 493)	(613 029)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(2 932)	(2 890)
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	2 694	3 101
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(238)	211
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	(143 100)	(138 900)
Variation nette des emprunts temporaires	26	157 366	304 051
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	665	665
Autres			
-	28		
-	29		
	30	14 931	165 816
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	578 523	932 661
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 688 821	756 160
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 267 344	1 688 821

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

Décret 971-2005, 19 octobre 2005.

Concernant la reconstitution du Village de Senneville

Le 1er janvier 2002, a été constituée de la Ville de Montréal par l'entrée en vigueur de l'article 1 et de l'annexe 1 de la Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines;

Le territoire de ce village comprend notamment celui de l'ancien Village de Senneville; conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités, un scrutin référendaire a été tenu le 20 juin 2004 dans le secteur de la ville correspondant au territoire de l'ancien Village de Senneville sur l'éventualité de reconstituer cette ancienne municipalité;

Que la réponse donnée par les personnes habiles à voter à la question référendaire a été réputée affirmative au sens de l'article 43 de cette loi;

Que par le décret numéro 596-2004 du 21 juin 2004, le gouvernement a, conformément à l'article 51 de cette loi, constitué un comité de transition pour participer, avec les administrateurs et les employés de la ville, et, le cas échéant, avec les personnes élues par anticipation dans la municipalité reconstituée, à l'établissement des conditions les plus aptes à faciliter la transition entre les administrations municipales successives;

En vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, de décréter la reconstitution du Village de Senneville, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions, à compter du 1er janvier 2006, aux conditions suivantes:

-Le Village de Senneville est une municipalité locale régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19).

-Le territoire de la municipalité est celui dont la description, a été faite par le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le 11 janvier 2005.

-La première séance du conseil de la municipalité s'est tenue à l'hôtel de ville du Village de Senneville, situé au 35, chemin Senneville.

-La municipalité est réputée avoir obtenu une reconnaissance en vertu du deuxième alinéa de l'article 29.1 de la Charte de la langue française.

-Dès sa constitution, la municipalité succède, à l'égard de son territoire, aux droits et obligations de la Ville de Montréal reliés à une compétence autre que d'agglomération; tous les actes accomplis par la ville à leur égard sont réputés être des actes de la municipalité. Elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie, avant la constitution de la Ville, l'ancien Village de Senneville.

Les règlements, résolutions ou autres actes de la ville, en tant qu'ils sont, immédiatement avant la reconstitution de la municipalité, applicables sur tout ou partie du territoire décrit en annexe et qu'ils sont reliés à une compétence visée au premier alinéa, sont réputés être des règlements, résolutions et actes de la municipalité.

Les deux premiers alinéas s'appliquent sous réserve de toute disposition de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ou du décret concernant l'agglomération de Montréal pris en vertu de l'article 135 de cette loi.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers du Village de Senneville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	5 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****F) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	773 015	189 328
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	783 566	960 342
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	10 906	373 760
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Mutations et autres	9	64 227	21 372
- Intérêts courus	10	9 027	8 222
	11	1 640 741	1 553 024
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	746 378	836 767
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	746 378	836 767
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	2 586	2 348
Autres placements	23		
	24	2 586	2 348
Note			
Placement franchise UMQ			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	20 406	16 162
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	20 406	16 162

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 1 800 000 \$ pour la période comprise entre le 15 février et le 15 juillet de chaque année. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, aucun montant n'est utilisé.

De plus, la municipalité a négocié deux marges de crédit autorisées à 740 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, ces marges de crédit étaient utilisées au montant de 461 417 \$. Ces sommes ont été autorisées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux et viennent à échéance le 31 août 2016 et le 30 septembre 2016.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	128 924	225 109
Salaires et avantages sociaux	38	41 070	61 974
Dépôts et retenues de garantie	39	50 334	122 548
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43		18 875
- Intérêts courus	44	17 111	18 188
- Gouvernement du Québec	45		114 859
-	46		
-	47		
	48	237 439	561 553

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	291	41 777
Transferts	50	76 968	75 987
Autres			
- Fonds réservés parcs et t.j.	51	178 885	
-	52		
	53	256 144	117 764

Note

--

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,12	2026	2038	54	2 221 100	2 364 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres					61		
					62	2 221 100	2 364 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(618)	(1 283)
					64	2 220 482	2 362 917

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015	
		Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
		d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2016	65		147 400	81	90	98	147 400
2017	66		151 600	82	91	99	151 600
2018	67		156 400	83	92	100	156 400
2019	68		160 900	84	93	101	160 900
2020	69		165 800	85	94	102	165 800
2021 et +	70		1 439 000	86	95	103	1 439 000
	71		2 221 100	87	96	104	2 221 100
Intérêts et frais accessoires				88	()	105	()
	72		2 221 100	89	97	106	2 221 100

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	735 189	108	(102 092)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		109	
Autres	109		110	
	110	735 189	111	(102 092)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	111	1 903 136	139		166		193	1 903 136	
Eaux usées	112	4 636 028	140		167		194	4 636 028	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs									
	113	4 548 170	141		168		195	4 548 170	
Autres	114	364 989	142	6 578	169		196	371 567	
Réseau d'électricité	115		143		170		197		
Bâtiments	116	2 470 703	144		171		198	2 470 703	
Améliorations locatives	117		145		172		199		
Véhicules	118	277 870	146		173		200	277 870	
Ameublement et équipement de bureau									
	119	93 426	147	11 111	174		201	104 537	
Machinerie, outillage et équipement divers									
	120	250 916	148	9 252	175		202	260 168	
Terrains	121	1 140 693	149		176		203	1 140 693	
Autres	122		150		177		204		
	123	15 685 931	151	26 941	178		205	15 712 872	
Immobilisations en cours									
	124	646 312	152	177 552	179		206	823 864	
	125	16 332 243	153	204 493	180		207	16 536 736	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	126	106 013	154	47 578	181		208	153 591	
Eaux usées	127	479 086	155	115 901	182		209	594 987	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs									
	128	1 431 739	156	113 704	183		210	1 545 443	
Autres	129	88 761	157	17 559	184		211	106 320	
Réseau d'électricité	130		158		185		212		
Bâtiments	131	445 481	159	61 768	186		213	507 249	
Améliorations locatives	132		160		187		214		
Véhicules	133	273 504	161	2 071	188		215	275 575	
Ameublement et équipement de bureau									
	134	71 256	162	6 929	189		216	78 185	
Machinerie, outillage et équipement divers									
	135	106 724	163	27 530	190		217	134 254	
Autres	136		164		191		218		
	137	3 002 564	165	393 040	192		219	3 395 604	
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	13 329 679					220	13 141 132	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	221		224		226		228		
Amortissement cumulé	222 (		) 225 (		) 227 (		) 229 (		
Valeur comptable nette	223						230		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	13 132	3 226
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	13 132	3 226
Note			

18. Obligations contractuelles**Services municipaux:**

Le Village de Senneville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée et les paiements minimums exigibles avant taxes pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants:

Durée	Échéance	2016	2017
-------	----------	------	------

Enlèvement de la neige:

3 ans	2017	26 579 \$	16 230 \$
-------	------	-----------	-----------

Enlèvement, transport et disposition des déchets domestiques:

4 ans	2016	62 609 \$
-------	------	-----------

Collecte et transport des matières secondaires récupérables:

3 ans	2017	15 475 \$	3 869 \$
-------	------	-----------	----------

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2015, le solde de l'excédent de fonctionnement affecté a été redressé d'un montant de 23 049 \$ afin de reclasser les revenus de taxes de secteur liés à des charges d'intérêt et au remboursement en capital dont le déboursé aura lieu dans un exercice ultérieur.

État de la situation financière

Revenus reportés	23 049 \$
Excédent de fonctionnement affecté	(23 049 \$)

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. À des fins de comparaison avec les réalisations 2015, certaines données du budget 2015 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	2 267 344	1 688 821
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	2 267 344	1 688 821

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

24. Fonds local d'investissement**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	259

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	262
Autres charges	263
	264
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(	)
	271		
	272		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	291

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	)
	298		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26 Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2015.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 055 713	1 429 054
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 522 959	311 846
Réserves financières et fonds réservés	3	269 678	269 678
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	(
Financement des investissements en cours	5	(627 893)	(584 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 668 996	11 804 594
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 889 453	13 230 813
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 055 713	1 429 054
Organismes contrôlés	10		
	11	1 055 713	1 429 054
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
- Immobilisations - projet	13	360 846	190 846
- Fosses septiques	14	21 000	21 000
- Drainage pluvial, pont Anse O.	15	1 100 000	100 000
- Élection 2017	16	5 000	
- Arbres	17	10 000	
- Trop perçus (R420)	18	26 113	
-	19		
-	20		
	21	1 522 959	311 846
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 522 959	311 846
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	250 000	250 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	19 678	19 678
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	269 678	269 678
	46	269 678	269 678

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	) (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (	) (
Régimes non capitalisés	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes non capitalisés	53 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 (	) (
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	57 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	) (
Autres		
-	59 (	) (
-	60 (	) (
	61 (	) (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 (	) (
Autre financement	63 (	) (
	64 (	) (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (627 893) (	584 359)
	67 (627 893)	(584 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 13 141 132	13 329 679
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 2 586	2 348
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 13 143 718	13 332 027
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 220 482	2 362 917
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 618	1 283
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (746 378) (	836 767)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (	) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (	) (
	79 1 474 722	1 527 433
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 1 474 722	1 527 433
	82 11 668 996	11 804 594

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 _____	_____
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
-	32 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 (_____)	(_____)
Rendement espéré des actifs	35 _____	_____
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 _____	_____
Charge de l'exercice	_____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	() ()
Charge de l'exercice	60	() ()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	() ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	() ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime complémentaire de retraite pour les employés du Village de Senneville est un régime à cotisations déterminées. La dépense représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux correspondant à 4% ou 6% du salaire brut versé à l'employé.

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>20 406</u>	<u>16 162</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2015	2014
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☐ Oui
 95 ☐ Non

		2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96		

Description du régime

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	2 221 100
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	627 893
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	26 113
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	746 378
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 076 502
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	----	--

Endettement net à long terme	16	2 076 502
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	22 728
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	2 099 230
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	3 377 000
---	----	-----------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 476 230
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 821 430	5 097 290	4 672 956
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	61 996	65 275	62 455
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 883 426	5 162 565	4 735 411

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux				
Eau	10	156 902	158 688	170 015
Égout	11	7 106	6 358	6 256
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	35 330	30 025	29 736
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	199 338	195 071	206 007
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	199 338	195 071	206 007
	26	5 082 764	5 357 636	4 941 418

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33	79 049	53 317
Écoles primaires et secondaires	34	40 870	43 871
	35	119 919	94 768
			40 145
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	119 919	94 768
			40 145
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	42	
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	42	
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises			
autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	119 919	94 810
			40 145

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57		8 543	1 556
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	17 254	11 291	3 061
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70		3 596	21 816
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	8 000	6 901	8 052
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	6 000	5 436	3 542
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	31 254	35 767	38 027

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale		91		
Sécurité publique				
Police		92		
Sécurité incendie		93		
Sécurité civile		94		
Autres		95		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		96		
Enlèvement de la neige		97		
Autres		98		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier		99		
Transport adapté		100		
Transport scolaire		101		
Autres		102		
Transport aérien		103		
Transport par eau		104		
Autres		105		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		106		
Réseau de distribution de l'eau potable		107		
Traitement des eaux usées		108		
Réseaux d'égout		109		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		110		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		111		
Tri et conditionnement		112		
Autres		113		
Autres		114		
Cours d'eau		115		
Protection de l'environnement		116		
Autres		117		
Santé et bien-être				
Logement social		118		
Sécurité du revenu		119		
Autres		120		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		121		
Rénovation urbaine		122		
Promotion et développement économique		123		
Autres		124		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		125		
Activités culturelles				
Bibliothèques		126		
Autres		127		
Réseau d'électricité		128		
		129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	12 368	12 397	12 664
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	12 368	12 397	12 664
TOTAL DES TRANSFERTS	139	43 622	48 164	50 691

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			98
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		386	
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	18 615	21 128	14 585
Réseau d'électricité	194			
	195	18 615	21 514	14 683
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	18 615	21 514	14 683
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	10 000	61 640	15 576
Droits de mutation immobilière	198	100 000	382 931	159 905
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	110 000	444 571	175 481
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 000	9 035	13 242
INTÉRÊTS	203	20 000	49 153	36 782
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			1 860 964
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		296 726	2 373
	212		296 726	1 863 337

ANALYSE DES CHARGES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015			Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	58 923	59 225	181	59 406	60 497
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	500 495	478 981	6 389	485 370	531 130
Greffe	4	13 000	6 238	76	6 314	13 003
Évaluation	5	28 341	28 341		28 341	25 627
Gestion du personnel	6					
Autres	7	604 447	606 779		606 779	648 100
	8	1 205 206	1 179 564	6 646	1 186 210	1 278 357
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	947 099	947 099		947 099	953 130
Sécurité incendie	10	536 020	536 020		536 020	532 213
Sécurité civile	11	4 069	4 058		4 058	3 697
Autres	12	13 704	13 704		13 704	13 277
	13	1 500 892	1 500 881		1 500 881	1 502 317
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	384 382	361 766	123 101	484 867	410 703
Enlèvement de la neige	15	71 005	73 108		73 108	80 883
Éclairage des rues	16	27 000	27 595		27 595	22 033
Circulation et stationnement	17	12 000	14 090		14 090	12 011
Transport collectif						
Transport en commun	18	726 286	726 286		726 286	674 941
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	16 195	16 195		16 195	13 277
	22	1 236 868	1 219 040	123 101	1 342 141	1 213 848

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	291 387	289 706	24 781	314 487	318 600
Réseau de distribution de l'eau potable	24	33 860	118 938	48 011	166 949	80 734
Traitement des eaux usées	25	21 000	35 172		35 172	357
Réseaux d'égout	26	11 325	18 098	116 487	134 585	128 615
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	34 463	34 961		34 961	33 986
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	16 247	18 447	1 259	19 706	18 411
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	50 792	52 042		52 042	45 318
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	98 105	98 105		98 105	97 567
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	7 163	7 163		7 163	7 410
Autres	39					
	40	564 342	672 632	190 538	863 170	730 998
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	32 354	30 902		30 902	31 222
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	4 049	4 049		4 049	2 161
	44	36 403	34 951		34 951	33 383
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	131 991	121 813	199	122 012	138 064
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	7 786	7 786		7 786	8 336
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	35 516	36 327		36 327	33 741
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	623	61 623		61 623	1 341 871
	52	175 916	227 549	199	227 748	1 522 012

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015		Réalisations 2015		Réalisations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	124 956	117 669	37 164	154 833	163 602
Patinoires intérieures et extérieures	54	17 625	21 071	462	21 533	19 790
Piscines, plages et ports de plaisance	55	88 655	88 437	12 875	101 312	105 752
Parcs et terrains de jeux	56	32 688	22 857	21 096	43 953	43 353
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	19 772	13 517	959	14 476	19 533
	60	283 696	263 551	72 556	336 107	352 030
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	1 500	3 153		3 153	100
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	2 500	1 944		1 944	382
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	120 444	122 029		122 029	109 564
	66	124 444	127 126		127 126	110 046
	67	408 140	390 677	72 556	463 233	462 076
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	68 639	67 019		67 019	70 958
Autres frais	70		665		665	665
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	2 848				
	73	71 487	67 684		67 684	71 623
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	402 964	393 040	(393 040)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 du Village de Senneville (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2016-03-18

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	5 357 636
---	---	-----------

Ajouter

Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
---	---	--

Déduire

Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
---	---	--

Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
--	---	--

Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
--	---	--

Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
---	---	--

Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
---	---	--

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
---	--	--

Montant relatif aux taxes foncières	8	
-------------------------------------	---	--

Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	
---	---	--

Revenus de taxes	11	5 357 636
-------------------------	----	-----------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	5 357 636
------------------	---	-----------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	5 357 636
----------------------	---	-----------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	
------------------	---	--

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 194 676
--	---	-----------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
---	---	--

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
--	---	--

10	2 194 676
----	-----------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	3 162 960
---	----	-----------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>379 951 900</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>401 633 540</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>390 792 720</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>3 162 960</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>390 792 720</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 <u> </u> , <u>8 0 9 4</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		11 480	283 450
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		83 409	283 449
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	121 000	25 948	18 015
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			2 785
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	10 000	6 578	14 350
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 567 000	56 715	4 242
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	25 000	11 111	6 738
Machinerie, outillage et équipement divers	19	50 000	9 252	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 773 000	204 493	613 029

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		11 480	283 450
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		83 409	283 449
Autres infrastructures	32		32 526	35 150
Autres immobilisations	33		77 078	10 980
	34		204 493	613 029

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 364 200		143 100	2 221 100
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 364 200		143 100	2 221 100
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	23 049		(3 064)	26 113
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 436 028		51 067	1 384 961
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	68 356		4 708	63 648
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 527 433		52 711	1 474 722
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	836 767		90 389	746 378
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	836 767		90 389	746 378
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	836 767		90 389	746 378
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	836 767		90 389	746 378
	26	2 364 200		143 100	2 221 100
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	2 364 200		143 100	2 221 100
Note					

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	28 341	28 341	25 627
Autres	3	610 000	612 825	650 385
Sécurité publique				
Police	4	947 099	947 099	953 130
Sécurité incendie	5	536 020	536 020	532 213
Sécurité civile	6	2 492	2 491	2 161
Autres	7	13 704	13 704	13 277
Transport				
Réseau routier	8	2 492	2 492	2 161
Transport collectif	9	726 286	726 286	674 941
Autres	10	16 195	16 195	13 277
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	254 831	254 831	254 902
Matières résiduelles	12	98 105	98 105	97 567
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	7 163	7 163	7 410
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	32 354	30 902	31 222
Autres	17	4 049	4 049	2 161
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 540	6 540	8 336
Rénovation urbaine	19	7 786	7 786	8 336
Promotion et développement économique	20	35 516	36 327	33 741
Autres	21	623	623	309
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	35 816	35 816	35 198
Activités culturelles	23	96 547	96 547	90 466
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 461 959	3 464 142	3 436 820

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	7,00	36,00	326 885	71 193	398 078
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4	8,00	35,00	284 397	61 940	346 337
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	15,00		611 282	133 133	744 415
Élus	9	7,00		52 164	7 061	59 225
	10	22,00		663 446	140 194	803 640

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	11 291				11 291
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	3 596				3 596
Autres	16	27 841		5 436		33 277
	17	42 728		5 436		48 164

S44-1

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	28 341	28		54	28 341	80		106	28 341	132
Autres	3	1 151 223	29	6 646	55	1 157 869	81		107	1 157 869	133 2 350
	4	1 179 564	30	6 646	56	1 186 210	82		108	1 186 210	134 2 350
Sécurité publique											
Police	5	947 099	31		57	947 099	83		109	947 099	135
Sécurité incendie	6	536 020	32		58	536 020	84		110	536 020	136
Sécurité civile	7	4 058	33		59	4 058	85		111	4 058	137
Autres	8	13 704	34		60	13 704	86		112	13 704	138
	9	1 500 881	35		61	1 500 881	87		113	1 500 881	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	361 766	36	123 101	62	484 867	88		114	484 867	140 23 060
Enlèvement de la neige	11	73 108	37		63	73 108	89		115	73 108	141
Autres	12	41 685	38		64	41 685	90		116	41 685	142
Transport collectif	13	726 286	39		65	726 286	91		117	726 286	143
Autres	14	16 195	40		66	16 195	92		118	16 195	144
	15	1 219 040	41	123 101	67	1 342 141	93		119	1 342 141	145 23 060
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	289 706	42	24 781	68	314 487	94		120	314 487	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	118 938	43	48 011	69	166 949	95	386	121	166 563	147 33 140
Traitement des eaux usées	18	35 172	44		70	35 172	96		122	35 172	148
Réseaux d'égout	19	18 098	45	116 487	71	134 585	97		123	134 585	149 9 134
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	34 961	46		72	34 961	98		124	34 961	150
Matières recyclables	21	70 489	47	1 259	73	71 748	99		125	71 748	151
Autres	22	98 105	48		74	98 105	100		126	98 105	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	7 163	50		76	7 163	102		128	7 163	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	672 632	52	190 538	78	863 170	104	386	130	862 784	156 42 274

33-1

S44-2

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	30 902	172		187	30 902	202		217	30 902	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	4 049	174		189	4 049	204		219	4 049	234
	160	34 951	175		190	34 951	205		220	34 951	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	121 813	176	199	191	122 012	206		221	122 012	236
Rénovation urbaine	162	7 786	177		192	7 786	207		222	7 786	237
Promotion et développement économique	163	36 327	178		193	36 327	208		223	36 327	238
Autres	164	61 623	179		194	61 623	209		224	61 623	239
	165	227 549	180	199	195	227 748	210		225	227 748	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	263 551	181	72 556	196	336 107	211	21 128	226	314 979	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	3 153	182		197	3 153	212		227	3 153	242
Autres	168	123 973	183		198	123 973	213		228	123 973	243
	169	390 677	184	72 556	199	463 233	214	21 128	229	442 105	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	5 225 294	186	393 040	201	5 618 334	216	21 514	231	5 596 820	246
											67 684

33-2

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	192 023	613 029
Frais de financement	4	12 470	
Autres	5		
	6	204 493	613 029

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 429 054	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 429 054	
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	814 723	1 550 054
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 188 064)	(121 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(373 341)	1 429 054
Solde à la fin de l'exercice	12	1 055 713	1 429 054
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	311 846	386 846
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	23 049	
Solde redressé au début de l'exercice	15	334 895	386 846
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(196 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 188 064	121 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	1 188 064	(75 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 522 959	311 846
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	269 678	269 678
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	269 678	269 678
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
Solde à la fin de l'exercice	31	269 678	269 678

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (584 359)	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (584 359)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 (43 534)	(584 359)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 (43 534)	(584 359)
Solde à la fin de l'exercice	61 (627 893)	(584 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 11 804 594	12 253 124
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 11 804 594	12 253 124
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (135 598)	(448 530)
Solde à la fin de l'exercice	68 11 668 996	11 804 594

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	250 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	250 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	250 000

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre		
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement					
Montant non réservé	1	19 678	2	3	4	5 (	) 6	7	19 678
Montant réservé pour le service de la dette	8		9	10	11	12 (	) 13	14	
	15	19 678	16	17	18	19 (	) 20	21	19 678

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	, \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0 , 7 2 3 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	3 , 6 7 9 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	1 , 4 4 7 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	, \$
Catégorie des immeubles industriels	12	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	, \$
Catégorie des immeubles industriels	19	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	, \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	, \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	, \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	, \$
Catégorie des immeubles industriels	26	, \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	, \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	2 5 5 , 0 0	\$
Égout	2	1 8 7 , 0 0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	,	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**
6 , %
Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau - piscine	100,0000	4	
Dette aqueduc-Phillips	183,0000	4	par unité
Eau-non-résidentiel compteur	2,1464	7	du mille gallons sur
Eau-non-résidentiel compteur	2,5464	7	du mille gallons sur
			excédent 25 000 000 g
Dette aqueduc-règlement 416	,0245	1	premiers 25 000 000 g
Dette pavage Avenue Angus	1 763,0000	4	par unité
Dette égoût-règlement 420	657,0000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	2 ☒	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	4 ☒	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16	
Si oui, indiquer le montant.	17		2 868 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 ☒

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 ☐	24 ☒	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 ☐	26 ☐	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 ☐	28 ☒	29 ☐
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 ☐	31 ☒	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 ☐	33 ☒	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 35, chemin Senneville
 (no) (rue)
Senneville H9X 1B8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 457-6020
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-0447
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@villagedesenneville.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Vanessa Roach

Téléphone (514) 457-6020
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 457-0447
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel vroach@villagedesenneville.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
 (no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	_____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Vanessa Roach , atteste que le rapport financier
de Senneville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-29 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Senneville .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Senneville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Senneville détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 635 591 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8094 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-21 17:22:22

Date de transmission au Ministère : 2016/03/30

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Senneville

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 399 920	6 321 609	7 135 779
Investissement	2			
	3	5 399 920	6 321 609	7 135 779
Charges				
	4	5 602 218	5 686 018	6 814 614
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(202 298)	635 591	321 165
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	) (	)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(202 298)	635 591	321 165
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	402 964	393 040	396 220
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	52 724) (	52 711) (	52 334)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	147 942) (	163 891) (	655 661)
Excédent (déficit) accumulé	12			196 000
Autres éléments de conciliation	13		2 694	1 344 664
	14	202 298	179 132	1 228 889
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		814 723	1 550 054

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 640 741	1 553 024
Autres	2	2 269 930	1 691 169
	3	3 910 671	3 244 193
Passifs			
Dette à long terme	4	2 220 482	2 362 917
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	955 000	983 368
	7	3 175 482	3 346 285
Actifs financiers nets (dette nette)	8	735 189	(102 092)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	13 141 132	13 329 679
Autres	10	13 132	3 226
	11	13 154 264	13 332 905
Excédent (déficit) accumulé	12	13 889 453	13 230 813

Extrait du rapport financier, page S20

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 055 713	1 429 054
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
- Immobilisations - projet	15	360 846	190 846
- Fosses septiques	16	21 000	21 000
- Drainage pluvial, pont Anse O.	17	1 100 000	100 000
- Élection 2017	18	5 000	
- Arbres	19	10 000	
- Trop perçus (R420)	20	26 113	
-	21		
-	22		
	23	1 522 959	311 846
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	269 678	269 678
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	) (	)
Financement des investissements en cours	27	(627 893)	(584 359)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	11 668 996	11 804 594
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	13 889 453	13 230 813

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	5 082 764	5 357 636	4 941 418
Compensations tenant lieu de taxes	2	119 919	94 810	40 145
Quotes-parts	3			
Transferts	4	43 622	48 164	50 691
Services rendus	5	18 615	21 514	14 683
Autres	6	135 000	799 485	2 088 842
	7	5 399 920	6 321 609	7 135 779
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
	12			
	13	5 399 920	6 321 609	7 135 779

Extrait du rapport financier, page S14

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	28 341	28 341		28 341	25 627
Autres	2	1 176 865	1 151 223	6 646	1 157 869	1 252 730
Sécurité publique						
Police	3	947 099	947 099		947 099	953 130
Sécurité incendie	4	536 020	536 020		536 020	532 213
Autres	5	17 773	17 762		17 762	16 974
Transport						
Réseau routier	6	494 387	476 559	123 101	599 660	525 630
Transport collectif	7	726 286	726 286		726 286	674 941
Autres	8	16 195	16 195		16 195	13 277
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	357 572	461 914	189 279	651 193	528 306
Matières résiduelles	10	199 607	203 555	1 259	204 814	195 282
Autres	11	7 163	7 163		7 163	7 410
Santé et bien-être	12	36 403	34 951		34 951	33 383
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	131 991	121 813	199	122 012	138 064
Promotion et développement économique	14	35 516	36 327		36 327	33 741
Autres	15	8 409	69 409		69 409	1 350 207
Loisirs et culture	16	408 140	390 677	72 556	463 233	462 076
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	71 487	67 684		67 684	71 623
Amortissement des immobilisations	19	402 964	393 040	(393 040)		
	20	5 602 218	5 686 018		5 686 018	6 814 614

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3